



UMIFRE 19 CNRS- MAEE

INSTITUT DE RECHERCHE - RESEARCH INSTITUTE- 研究センター

Une troisième Révolution japonaise ?

**par Marc Humbert et Isabelle Giraudou
(UMIFRE 19)**

**Working paper - Série R : Recherche
WP-C-13-IRMFJ-Humbert-Giraudou-09-07.pdf**

Note de recherche préparée à l'occasion des élections japonaises
Du 30 Août 2009 et mise à jour le 31 Août 2009

Une troisième Révolution japonaise ?

Marc Humbert et Isabelle Giraudou
UMIFRE 19 – Cnrs Maeë

Tous les partis politiques japonais ont fait campagne pour que les électeurs votent en faveur de la construction d'un « nouveau Japon » dont chacun dessinait les contours. Les Japonais ont répondu à cette incitation au renouveau au-delà de toute attente. La configuration de la chambre des députés élus en 2005 est modifiée de fond en comble. Le parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir depuis 1955 devient minoritaire et cède la place à son principal opposant, le parti démocrate du Japon (PDJ) qui a obtenu plus de la moitié des sièges. Ce bouleversement pourrait être le signe d'une troisième révolution japonaise, un changement fort, peut-être du type de ce que l'élection d'Obama promettait¹. Certes, le président du parti démocrate du Japon (Minshutô), Hatoyama, qui vient de gagner pour devenir premier ministre et gouverner le Japon, ne ressemble guère à Obama². Si l'on peut parler de révolution ce n'est pas seulement parce que le parti libéral démocrate (Jimintô) au pouvoir depuis 1955³ le quitte et cède la place à son principal opposant, amenant une sorte de bi-partisme. En effet, il faut rappeler tout d'abord que le parti démocrate du Japon est pour partie un « spillover » du parti libéral démocrate. Une grande partie⁴ de ses leaders en sont issus et parmi les derniers à le rejoindre ces derniers jours, figure Mme Tanaka, la fille de l'un des ses anciens leaders et premiers ministres, elle-même ancienne ministre de Koizumi. Il faut aussi remarquer que les deux principaux leaders, Hatoyama, tout comme celui qu'il va détrôner, Aso, sont tous deux issus du même sérail et petits fils d'anciens premiers ministres, formés avant la deuxième guerre mondiale... Alors, tout change mais rien ne change ?

Nous sommes cependant convaincus⁵ de la profondeur des changements en cours, comme il y en eut, dans le passé, sans que l'on ait employé à leur propos, ni avant, ni pendant, ni après leur survenue, le terme de révolution. Et pourtant.

Le Japon a fait un premier grand tour sur lui-même en 1868, nommé restauration. La restauration est appelée Meiji, du nom que s'est donné l'empereur qui reprend ce pouvoir dont il est le céleste titulaire depuis la nuit des temps japonais. Des « généraux en chefs - des shogun » l'avaient confisqué quelques siècles durant lesquels le Japon s'était « fermé ». Personne n'aurait imaginé que ce soit une « révolution ». Le Japon sommé de signer des traités de commerce inégaux sous la menace, en 1853, des navires noirs américains du commodore Perry semble destiné à subir le même sort que la Chine. Mais sa réaction n'a rien à voir avec celle de la Chine, pourtant vaste et peuplée et qui sombre sous la mise en

¹ Voir l'ouvrage de Jacques Mistral, (2008) *La troisième révolution américaine*, Perrin : Paris.

² Même s'il est l'un des rares hommes politiques au Japon à pouvoir déclarer que le plus important pour lui, c'est l'amour. Il faut noter également qu'il a affiché son idéal en faveur de la « fraternité ».

³ A un tout petit intermède près ; il est exclu du gouvernement en août 1993 face à une coalition minoritaire de petits partis. Le LDP revint au pouvoir l'année suivante en offrant le poste de premier ministre au parti socialiste qui le garda jusque janvier 1996, ce parti est aujourd'hui quasi inexistant. Depuis le LDP a repris et tenu sans discontinuer les rênes du gouvernement avec différents apports dont celui du nouveau Kômeitô.

⁴ Des dissidents du parti socialiste l'ont aussi rejoint en 1998.

⁵ C'est aussi le point de vue d'une partie des analystes japonais, avec des arguments divers sur ce qui est en cours, par exemple la « Tokyo Foundation » publie un article de Tsuneo Watanabe, intitulé « A Watershed Election », une élection de rupture (<http://www.tokyofoundation.org/en/articles/2009/a-watershed-election-and-its-policy-implications>). The Economist du 1^{er} Août titrait de la même manière « Japan's watershed election ».

tutelle par les occidentaux. Le Japon en revanche, sort de lui-même, et avant la fin du siècle, prend lui aussi pied en Chine, en dispute des territoires aux occidentaux et à la Russie qu'il bat en 1905. Il sera parmi les vainqueurs de 1918 et élargira son empire colonial en Asie, conduisant une dizaine d'années de guerre presque continue. Quel renversement !

Les Etats-Unis sont à nouveau le déclencheur, après la défaite japonaise de 1945, d'un deuxième bouleversement formidable. Le pays est exsangue à la suite de ses propres efforts de guerre insensée, à la suite des bombardements américains et de l'expérience dramatiquement unique au monde, d'avoir deux villes habitées, totalement sinistrées par deux engins nucléaires. Sous la férule américaine le Japon adopte une constitution pacifiste qui donne au peuple des droits démocratiques avec un empereur maintenu en place mais renonçant à son caractère divin. Aucun observateur n'est alors optimiste sur l'avenir du Japon. Yves Lacoste écrit⁶ que le Japon est dans l'impasse, « en état de sous-développement structurel ». Il n'est pas le seul à se méprendre. Chalmers Johnson, qui célébrera plus tard le miracle du Japon devenu premier pays du Monde par le revenu par tête, reconnaît⁷ que c' « était impossible d'imaginer » cela « à la fin de la guerre de Corée ». Le Japon a connu après 1945 une deuxième révolution, tout aussi politique, économique et sociale que la précédente.

Et voici que s'annonce une troisième révolution japonaise, pour laquelle l'histoire retiendra la date de ces élections du 30 Août 2009. Certes, comme dans toutes les démocraties à élections libres, la population a fait plus son choix pour des raisons psychologiques que par un raisonnement logique en faveur d'un programme.

La conjoncture psychologique était favorable au basculement. Les élus de 2005 arrivés au pouvoir dans le sillage de Koizumi étaient portés par une vague⁸ néolibérale qui avait lancé la privatisation de la poste, confirmé la libéralisation du prix du riz et le respect des règles de l'OMC, remis en cause le pouvoir des bureaucrates, révisé le financement des collectivités locales... Mais les populations qui seront touchées par ces réformes sont le soutien traditionnel du parti libéral démocrate ; certains vont lui rester fidèles, mais ce sont surtout d'autres catégories sociales, charmées – provisoirement – par le charisme médiatique de Koizumi ou/et par sa modernisation américaine pleine de rêves, qui ont rempli les urnes. Certes la télépolitique avec les spots politico-publicitaires accessibles sur youtube et sur les sites internet, est toujours là, les petites camionnettes hurlantes de slogans sillonnent encore les rues du pays, les dynasties fortunées s'investissent encore personnellement et par leurs finances pour garder le pouvoir, mais... Depuis le départ de Koizumi, en pleine gloire en 2006, les ciblés de la privatisation dérégulation commencent à souffrir trop et en trop grand nombre, les élections à la chambre haute sont perdues en 2007, trois premiers ministres se succèdent, le dernier premier ministre Aso et ses ministres accumulent les gaffes, ils perdent les élections municipales en juillet. Le pays est prêt à changer⁹.

⁶ (1959) *Les pays sous-développés*, PUF : Paris

⁷ (1995) *Japan: Who Governs?*, Norton : NewYork, p.10.

⁸ Vague néolibérale décalée fin 1999 au Japon et affirmée en 2001 avec Koizumi. Le Japon a connu une crise financière en 1990 qui a duré toute la décennie et justifiait aux yeux de tous une forte intervention gouvernementale et amenant ce décalage par rapport au mouvement mondial de dérégulation-privatisation.

⁹ Le changement profond a touché aussi l'important Parti communiste japonais (*kyōsantō*, PCJ, près de 500 mille adhérents et une journal le drapeau rouge qui tire à un million et demi d'exemplaires) qui, sous la houlette de son président Shii, rencontre depuis quelque temps les chefs d'entreprises et le président du patronat japonais ; il écrit une lettre à Obama (envoyée après le discours de Prague du 5 avril 2009 dans

Quels sont les ingrédients dans le cocktail (ou l'élixir ?) Hatoyama que les japonais lancent dans l'économie et la société japonaise ouverte sur l'Asie et sur le Monde. A notre sens il y en a trois.

Le premier est la réorganisation de l'Etat et de la vie politique. Depuis 2003 l'idée de « Manifeste » - en fait de programme de gouvernement, sorte de contrat passé avec les électeurs- pour la société dans son ensemble a fait son chemin et tous les partis ont le leur en 2009. C'est nouveau au Japon, où les élections se gagnaient dans chaque circonscription fief local par un cacique distribuant une manne pour être élu, tandis il y avait peu ou pas de thèmes nationaux de campagne. Aux débats sur des politiques économiques et sociales¹⁰ on préférait la compétition entre les personnalités de dirigeants sans pour autant qu'ils débattent publiquement entre eux. Cette fois, manifestes¹¹ et débats sont là, même si on est encore assez loin des débats du type de ceux qu'on organise en France ou aux Etats-Unis dans ces sortes d'occasion. Le manifeste du Parti démocrate du Japon promet de supprimer les sièges « héréditaires » de député, d'interdire les donations, par les entreprises et autres organisations, aux partis politiques, et détaille tout un ensemble de mesures. La vie politique devrait prendre le pas, pour organiser la société- au niveau national- sur le pouvoir laissé jusqu'alors aux fonctionnaires du quartier de Kasumigaseki qui avaient pourtant forgé le succès économique de la deuxième révolution. Hatoyama a annoncé¹² la création d'un bureau de la stratégie nationale et d'un conseil de la réforme administrative. Sous Koizumi, Takenaka s'était déjà efforcé de redonner le pouvoir de décision aux « politiques », mais il est parti avec Koizumi, et son brillant successeur, Yosano, a réintroduit partiellement les bureaucrates. Le Japon pourrait réussir cette fois la délicate opération cherchée par toutes les démocraties qui consiste à ne pas se laisser gouverner par la pseudo-rationalité des experts, tout en redonnant le pouvoir au politique, sans tomber ni dans le populisme ni dans le volontarisme naïf.

Le deuxième ingrédient est la construction d'un Etat providence nouvelle manière dans un pays dont la population décline – peu de mariages, peu de naissances, beaucoup de suicides- et vieillit, on meurt très vieux mais avec moins de ressources et sans grand soin, et dans un pays qui s'appauvrit et ne fait pas un bon sort au genre féminin¹³. C'est assez étonnant¹⁴ que dans un pays si endetté – la dette publique atteint 180% du PNB- 77% des

lequel Obama affirme une politique volontaire de désarmement jusqu'à la suppression de toutes les armes nucléaires) dont la réponse a été brandie jusque dans les spots publicitaires comme un argument de campagne électorale : Obama comme soutien du PCJ !.

¹⁰ On peut dire que le thème de la privatisation de la poste en 2005 était un premier pas, mais les manifestes avaient peu de contenu chiffré comme aujourd'hui et l'orientation proposée par Koizumi était très générale et idéologique : pour ou contre un monde libéral non bureaucratique ? Tout en la traduisant principalement en pour ou contre la privatisation de la poste avec une touche de : êtes vous moderne ou archaïque ?

¹¹ On n'évoquera que certains points de celui qui devrait être appliqué, mais tous les partis en ont publié un. Ils diffèrent entre eux plus dans les modalités que dans l'identification des questions à traiter.

¹² The Dayly Yomiuri, Sunday 23 August 2009.

¹³ 22% de la population a plus de 65 ans, le taux de fertilité est tombé à 1,34, mais l'espérance de vie à la naissance est de 79 ans pour les hommes de 86 ans pour les femmes ; le taux de pauvreté atteint 30% et parmi les pays de l'OCDE, le Japon se trouve dans le groupe des plus pauvres, juste après les Etats-Unis qui font un peu moins mal que la Turquie qui n'est moins pauvre que du seul Mexique (OCDE 2009). Les Nations Unies viennent par ailleurs de pointer le Japon pour le mauvais sort qu'il fait au genre féminin.

¹⁴ Les impôts ne sont pas levés de manière importante sur les « riches, la TVA est à 5% seulement et les dépenses publiques sont importantes dans les travaux publics et la construction. Les dépenses pour les « forces d'auto défense » (on ne peut dire l'armée) sont également importantes.

chômeurs n'aient pas d'allocation chômage¹⁵, qu'il y ait si peu de soutien aux familles, pas de crèches publiques ni d'école maternelle gratuite que tous les lycées et les universités soient payants. Sur tous ces points, à des degrés divers presque tous les « manifestes » et en particulier celui de Hatoyama promettent la mise en place de mesures chiffrées. Elles concourent à bâtir, à contre courant de la vague libérale, un Etat providence qui inclut une révision du système d'aide à la santé publique, dont des éléments spécifiques pour les enfants et les personnes âgées, un soutien large aux chômeurs et aux agriculteurs, et un aménagement du système des retraites et de sa fiscalité. A n'en pas douter ici aussi un ingrédient de transformation profonde.

Le troisième ingrédient est plus complexe encore et concerne les relations extérieures du Japon. La situation ambiguë ne peut s'éterniser et le changement de gouvernement sera l'occasion de trancher pour des positions explicitement rationalisées¹⁶. Cela concerne en premier le statut des forces d'autodéfense et leurs opérations outremer, la nature et le contenu des accords secrets de sécurité avec les Etats-Unis, notamment le volet armes nucléaires et bases américaines au Japon. Le manifeste de Hatoyama vise à des relations plus égales avec les Etats-Unis et à la formation d'une communauté de confiance en Asie de l'Est. La formulation est certes sibylline mais les expédients utilisés dans le passé n'auront plus leur place dans le contexte actuel. Il lui faut nouer de nouvelles relations politiques avec la Chine, avec la Corée du Nord, la Corée du Sud, l'Inde... et le Japon est au pied du mur. Sur les questions climatiques et les échanges internationaux, le 4^{ème} plus gros émetteur mondial de CO², deuxième puissance industrielle du monde qui importe les deux tiers de sa nourriture doit indiquer clairement une stratégie et des objectifs compréhensibles et acceptables par ses voisins et par la communauté internationale. Cela concerne aussi sa politique vis-à-vis des femmes et des immigrés. Enfin, le Japon a vu sa place réduite dans le concert des nations: il fut un membre fondateur important du G8 à Rambouillet en 1975, grâce à sa puissance économique; sa faiblesse politique internationale est apparue de manière de plus en plus embarrassante depuis, et son absence propositionnelle en termes politiques pour la planète, criante. Hatoyama devra faire des choix qui vont bousculer la société japonaise, entre autres s'il veut vraiment prétendre, par exemple à un siège au conseil de sécurité de l'ONU.

Le Japon « nouveau » va tenter de retrouver une place et une image en Asie et dans le Monde qui soit la sienne, décidée en propre, et bénéfique à son peuple, une contribution à « la paix et à la prospérité mondiale »¹⁷. La combinaison de ces trois ingrédients se fera selon une formule, une température et une dynamique qu'on ne peut imaginer à l'avance, mais elle va déboucher à plus ou moins brève échéance sur une caractérisation nouvelle de la société japonaise qui accomplira sa troisième révolution.

¹⁵ OIT, (2009) The financial and economic crisis : a decent work response. A la veille des élections les services statistiques ont publié le plus fort taux de chômage jamais connu au Japon depuis l'après guerre (5,7%).

¹⁶ C'est par exemple l'opinion du Professeur Kato de l'université Hitotsubashi.

¹⁷ Point 54 du manifeste du parti de Hatoyama.